4 des 5 ex-détenus de Guantanamo échangés contre le sergent Bergdahl en 2014 occupent des postes dans le nouveau gouvernement de l’émirat islamique d’Afghanistan (MàJ)

07/09/2021 à 19h50



07/09/2021



Le principal porte-parole Taliban, Zabihullah Mujahid

Les Talibans ont annoncé des ministres par intérim pour le futur gouvernement :

Chef de l’État : Mullah Hassan Akhund
Premier adjoint : Mullah Baradar
Deuxième adjoint : Mawlavi Hannafi
Directeur du renseignement par intérim : Abdul Haq Wasiq:
Ministre de la Défense par intérim : Mullah Yaqoub
Vice-Ministre de La Défense par intérim : Mohammad Fazl
Ministre de l’Intérieur par intérim : Serajuddin Haqqani
Ministre des Affaires étrangères par intérim : Amir Khan Muttaqi
Ministre des Finances par intérim : Mullah Hedayatullah Badri
Ministre de l’éducation par intérim : Sheikh Mawlawi Noorullah
Ministre de l’Information et de la Culture par intérim : Mullah Khairullah Khairkhah
Ministre de l’Economie par intérim : Qari Din Hanif
Ministre par intérim du Hajj et des Affaires religieuses : Mawlawi Noor Mohammad Saqib
Ministre de la Justice par intérim : Mawlawi Abdul Hakim

Sharie
Ministre des Frontières et des Affaires tribales par intérim : Mullah Noorullah Noori
Ministre de la Réhabilitation et du Développement rural par intérim : Mullah Mohammad Younus Akhundzada
Ministre par intérim des Travaux publics : Mullah Abdul Manan Omari
Ministre des Mines et du Pétrole par intérim : Mullah Mohammad Esa Akhund

En gras, les ex-détenus de Guantanamo : *Plus d'info sur eux en anglais*

TOLONews

18/08/2021

Khairullah Khairkhwa faisait partie des cinq commandants talibans libérés par les Etats-Unis de la prison de Guantánamo, en 2014. En début d'année, il avait assuré à l'administration Biden qu'aucune offensive ne serait lancée en Afghanistan si le président démocrate retirait ses troupes.

Récit d'un scandale et d'une trahison.

Profitant de gains sécuritaires modestes à Kaboul et dans les provinces du sud, Obama réunit en février 2011 son équipe à la sécurité nationale pour évoquer des négociations avec les talibans. Ils veulent les initier en secret le plus tôt possible en Turquie ou en Arabie Saoudite. Biden, qui soutient ce plan depuis un an, exulte. "Rompez les liens avec Al-Qaida, rendez les armes et respectez la constitution afghane et vous pourrez rejoindre la société afghane", lance Hillary aux talibans, en dévoilant les grandes lignes de la politique de "réconciliation". Tayeb Agha, porte-parole du Mollah Omar,

dont la tête est mise à prix 10 millions de $ par Washington, est le principal interlocuteur de l'administration, d'abord lors de réunions secrètes, puis lors de discussions formelles débutées en 2011 et rendues publiques en février 2012.

Auparavant, le département d'Etat avait lancé une opération secrète, à la demande de Karzai, pour négocier via Riyad avec des membres de la shura de Quetta, la principale organisation de talibans afghans du Mollah Omar. Sans issue. Obama est alors en position de faiblesse pour négocier, car l'armée US se retire d'Afghanistan. "Si vous partez, pourquoi les talibans concluraient un accord avec vous ?", remarque un diplomate arabe. "Ils vous parlerons, mais seulement pour vous chasser plus vite". En réalité, Obama espère un cessez le feu à court terme pour donner aux forces afghanes plus de temps pour se former. Après avoir renié ses promesses imprudentes et irréalistes, faites au peuple afghan, il entérine des négociations avec les ennemis qu'il a combattus.

Après x ratés, la Maison Blanche annonce en juin 2013 l'ouverture officielle des pourparlers avec les insurgés au Qatar. L'inauguration du bureau taliban a lieu en grandes pompes. Ils hissent leur drapeau blanc et dévoilent une plaque de l'"Emirat islamique d'Afghanistan". Au cours des négociations, des "mesures de confiance" sont évoquées, notamment un échange de prisonniers. la libération de leaders talibans étant l'une des principales conditions posées de longue date par les insurgés pour ouvrir des négociations de paix avec l'Etat afghan . En mai 2014, la Maison Blanche libère et transfère au Qatar cinq hauts dirigeants talibans retenus à la prison de Guantanamo à Cuba, contre la libération du sergent américain de 28 ans Bowe Bergdahl, le tout dans le dos du Congrès, opposé depuis des années. L'échange, qui a eu lieu en toute discrétion, déclenche un scandale. Les conseillers d'Obama sont même surpris. "Tout le monde pensait que ce serait comme en janvier 1981", dit l'un d'eux, en référence aux 52 otages US libérés par Reagan de l'ambassade

en Iran.

Les “Taliban Five” sont des terroristes parmi les plus dangereux responsables de la mort de milliers de chiites en Afghanistan. Il y a là le secrétaire général de l’armée talibane, un ministre adjoint au Renseignement, un ex-ministre de l’Intérieur et 2 très hauts cadres talibans. Les membres de cette “Dream team” djihadiste étaient tous classés détenus à “haut risque” par le département de la Justice et le Pentagone et “susceptibles de poser une menace” contre les US/intérêts/alliés. Deux étaient aussi “recherchés” par l’ONU pour crimes de guerre

L’administration Obama, qui minimise les risques d’un retour au combat des talibans, réclamait pourtant trois ans plus tôt avec succès à la justice que l’un d’eux, jugé trop dangereux et lié au Mollah Omar et à Al-Qaida, soit maintenu en détention. 3 mois avant l’échange, Washington s’opposait aussi à la libération par Kaboul de 65 talibans. Ce qui n’a pas empêché Obama de libérer les 5 terroristes jugés dangereux par les US. “Ce sont clairement des sales types”, reconnaît un officiel qui prédit avec certitude leur récidive. Parmi les “Taliban Five” figure alors Khairullah Khairkhwa, ex-ministre de l’Intérieur lié à Al-Qaida, qui a supervisé tortures, lapidations et décapitations. Arrêté après le 11-Septembre au Pakistan, il était détenu à Guantanamo depuis 2002.

Libéré au Qatar en 2014 par Obama, Khairkhwa était assis, début 2021, face à l’envoyé du président Biden en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, à Moscou, où il faisait partie de la délégation officielle des talibans qui a négocié les conditions définitives du retrait américain. “J’ai commencé le djihad pour chasser les forces étrangères de mon pays et établir un gouvernement islamique, et le djihad se poursuivra jusqu’à ce que nous atteignions cet objectif par le biais d’un accord politique”, déclarait alors Khairkhwa lors du sommet. Plus tôt cette année, Khairkhwa a aussi assuré à l’administration démocrate que les talibans ne lanceraient pas

une offensive militaire au printemps si Biden s’engageait à retirer toutes les troupes américaines restantes en Afghanistan.

Valeurs Actuelles / NY Post